

**Marianne / 9 au 15 octobre 2020**  
**Rencontre avec Christophe Guilluy**

**Marianne : Vous consacrez votre livre aux « gens ordinaires » ?  
Qu'entendez-vous montrer avec cette expression ?**

Christophe Guilluy : Je ne parle plus des « invisibles » et des « oubliés », puisqu'ils sont devenus très visibles - trop, aux yeux de certains. Un seuil a été franchi, et c'est pour cela que je suis plutôt optimiste sur la suite des opérations. Une bataille culturelle a été gagnée. On peut observer l'émergence dans les médias, mais aussi dans la recherche ou dans le monde de la culture, de ces catégories dont on ne parlait absolument plus ces vingt dernières années. L'utilisation du concept de « gens ordinaires » permet d'élargir, de dépasser la seule question de la lutte des classes, même si celle-ci est encore très présente. Les gens ordinaires, c'est à peu près tout le monde. Cela suggère qu'il s'agit du groupe majoritaire. Et cette majorité de la population, on ne la découpe plus en classes sociologiques : classes moyennes supérieures, classes moyennes inférieures, classes populaires, etc. Car la bataille politique qui reste à mener est, d'abord et avant tout, une bataille de la représentation. On l'a vu avec les « gilets jaunes » et l'ensemble des derniers mouvements sociaux. Chaque fois qu'émerge politiquement ou socialement ce groupe majoritaire, on va très vite vous expliquer que, en fait, non, ce sont plutôt des marges qui s'expriment, des catégories minoritaires. Les « gens ordinaires » ont désormais émergé, et, en utilisant cette expression, il s'agit de dire qu'on ne reviendra pas en arrière.

**Vous parlez de ce groupe majoritaire » alors même que le morcellement, l'« archipelisation » de la société française fait quasiment consensus dans le débat public...**

Vous pouvez mettre la poussière sous le tapis, nier la réalité, instrumentaliser les médias, il n'empêche : une majorité existe. Il faut donc prendre cette guerre de représentation pour ce qu'elle est : une guerre politique. La société libérale ne peut perdurer que si elle morcelle. D'où la réussite médiatique de concepts portant sur le morcellement de la société, son « archipelisation », sa complexité. Tout cela vise à imposer une seule idée : le peuple n'existe pas. Et s'il n'existe pas, alors les choses peuvent être gérées de façon segmentée, catégorielle. Ce qui ne pose en fait aucun problème au pouvoir. Mais cette stratégie n'a qu'un temps. Au Royaume-Uni, la *working class* était totalement invisible jusqu'au Brexit. Pourtant, ses membres, ces « déplorables » - pour reprendre le mot de Hillary Clinton lors de la présidentielle américaine de 2016 -, ont utilisé le référendum sur le Brexit pour dire : « Nous existons. » D'un coup, la *working class* britannique n'est plus à la marge, en voie de disparition. Elle apparaît même plus forte que l'ancienne classe ouvrière. Elle a, par son poids, la possibilité de renverser la table. Est-ce que Boris Johnson sera la bonne personne pour accomplir cette volonté des électeurs britanniques ? Est-ce qu'il ira jusqu'au bout ? Est-ce qu'il mettra en place une véritable politique de réindustrialisation du pays ? Toutes ces questions restent posées. Mais voilà une majorité capable, quand elle utilise de « bonnes marionnettes », de changer la donne.

Idem avec les « gilets jaunes ». Certes, vous n'aviez pas toute la population française dans la rue, mais étaient là des représentants de l'ensemble des catégories modestes : des ouvriers, des employés, des retraités, des jeunes, des vieux, des gens issus de l'immigration. On avait la France dans toute sa diversité : des Blancs, des Noirs, des Maghrébins. Que s'est-il passé ? Majoritairement, la population s'est reconnue dans ce mouvement. Je veux bien que l'on me dise qu'à la fin, ce mouvement est devenu autre chose, avec une forte récupération politique. Mais il n'empêche : pourquoi a-t-il autant inquiété nos élites ? Parce que ces dernières ont parfaitement compris que se jouait sur les ronds-points ce qu'ils cherchent à déconstruire depuis trente ans. À savoir : une réunion des catégories modestes qui, depuis toujours, portent l'économie. La période de confinement nous l'a d'ailleurs prouvé : la société repose beaucoup sur ces catégories-là. Face à ce mouvement majoritaire de facto, tout a été fait pour segmenter, morceler à nouveau. C'était le sens même de l'opération « grand débat » avec ces mille thématiques, tous les sujets étant traités les uns après les autres.

### Jusqu'à la réfection du toit de l'église du village...

Des réponses à tout et pour tous, pour chaque segment de la population. Avec, en toile de fond, l'idée que les gens ne demandent que de l'argent. Logiquement, la fin de partie a été sifflée avec un chèque. Ce genre de situation est parfaitement gérable pour les libéraux. Finalement, pour eux, ce n'est pas un gros problème de faire des chèques. Car, dans leur esprit, ce qu'il faut, c'est ne surtout rien changer au système et faire perdurer l'idée que la société est morcelée, « archipelisée ». Il s'est pourtant passé quelque chose sur ces ronds-points, une vraie recomposition sociologique et politique. Les médias n'y ont vu que de la « radicalisation ». Vous savez, ce discours consistant à dire : « Ces gens-là n'écoutent pas, ils sont incapables de réaliser des diagnostics clairs. » Les journalistes interrogeaient des quidams et leur demandaient : « Quel est votre programme économique ? » Il y a là toute la perversité et toute la responsabilité des médias.

**On comprend bien votre idée de « bataille culturelle », de « bataille de la représentation » de ces « gens ordinaires ». Vous pointez la responsabilité des médias. Mais à qui profite le crime ?**

Pour le moment, l'idée pour le pouvoir, qu'il soit médiatique, politique ou économique, est de préserver l'essentiel. Pour eux, « jusqu'ici tout va bien », comme on dit. Sauf qu'une société n'est durable que si le modèle proposé bénéficie au plus grand nombre. Or, dans la France périphérique et dans beaucoup de territoires, précarisation sociale et désaffiliation politique vont de pair. Vous avez un lien évident entre le processus de désindustrialisation du pays et le fait que les gens n'adhèrent plus au discours politique. L'idée pour le pouvoir est donc de maintenir ce morcellement des Français, car il est plus simple et préférable pour lui de gérer par segments la société plutôt que d'avoir à remettre en cause le système dans son ensemble.

**La prise de conscience par les classes populaires de leur caractère majoritaire n'est pas évidente, loin de là. Il y a d'ailleurs à l'œuvre dans notre pays des séparatismes qui feraient presque désormais de la France un pays américain comme les autres...**

Bien sûr. Et si, politiquement, rien ne se passe, on va à la catastrophe. Elle sera économique, culturelle, identitaire. Il est complètement fou d'imaginer que nos représentants politiques n'aient pas comme priorité de répondre aux attentes des gens ordinaires. Cela s'appelle la démocratie. Mais, aujourd'hui, dire : « Répondez aux demandes de la majorité », c'est être immédiatement soupçonné en retour d'être contre les minorités ! En travaillant, comme je l'ai fait, dans le logement social, les quartiers dits sensibles, on se rend compte que toutes les demandes des gens ordinaires ne sont pas clivées ethniquement. En banlieue, tout le monde veut plus de sécurité. Tous : Blancs, Noirs, Maghrébins, etc. D'ailleurs, tous les « petits » - Blancs, Noirs, Maghrébins, catholiques, juifs... - ont un immense problème avec les représentants de leurs communautés respectives. Le clivage petit/gros, haut/bas marche aussi à cette échelle. Aucun ne se sent convenablement représenté.

**Une autre question se pose aux classes populaires. On leur demande désormais de décélérer, de ralentir, de moins consommer. Mais comment ces responsables politiques, qui prouvent l'adaptabilité permanente et la connectivité généralisée, peuvent-ils être ceux qui organisent et imposent cela ?**

Cette décélération est en train de se faire. Mais pas joyeusement. Ce que l'on voit arriver, c'est une crise sociale, qui sera évidemment plus violente dans la France périphérique que dans les grandes métropoles. Les gens ordinaires ont certes gagné la bataille culturelle, mais économiquement et socialement, on est encore loin du compte. Ce qui se prépare, et qui est déjà à l'œuvre, ce sont des plans sociaux partout. Bravo, les technocrates français, d'avoir tout misé sur l'aéronautique, le tourisme, etc. ! Si Jean-Pierre Chevènement se présentait aujourd'hui, il serait élu à 60 %. Son diagnostic est absolument pertinent. Mais il est arrivé trop tôt... À un moment où tout le monde pensait que seule la classe ouvrière allait souffrir. Une classe ouvrière que la gauche avait déjà abandonnée. C'est pourquoi je commence mon livre avec la phrase de Pierre Mauroy, qui constate que le mot « ouvrier » a disparu du discours des socialistes. Sauf que, après que les ouvriers ont été touchés, il y a eu les employés, puis les paysans, ensuite les indépendants, les petits retraités... C'était une fusée à plusieurs étages. De sorte que le discours de Chevènement a été perçu initialement comme une sorte d'attachement désuet à un monde industriel appartenant au passé. Tous ces gens, ce bloc qu'ils forment, iraient aujourd'hui à lui. Politiquement, il y a donc un décalage entre la prise de conscience de la population et le seul choix qui lui est proposé aujourd'hui, à savoir départager Macron et l'extrême droite...

**Comment changer le cours des choses sans passer par la case violence ?**

D'abord, il s'agit de ne pas sombrer dans le pessimisme. Tout est fait pour dire aux gens qu'ils ne sont rien. Par ailleurs, nous ne sommes pas dans une période de révolution, mais dans une sorte de guérilla culturelle. C'est long, la guérilla, mais les choses progressent. Même chez ceux qui dénonçaient le concept de France périphérique et qui maintenant utilisent l'expression. Même chez un Macron : il nomme un Premier ministre dont on nous vante l'accent ! Et puis, le totalitarisme, même « adouci », n'est pas durable. Quand la masse n'y croit plus, ça ne tient pas. Et

là, déjà, ça craque. Le modèle économique n'est plus durable. Il ne peut perdurer grâce à ses derniers bastions que sont les métropoles et quelques secteurs d'activité. Prenons le revenu universel : donner aux gens de l'argent pour remplir leur Caddie chez Lidl, ce n'est pas répondre à leurs aspirations. Au contraire, les changements attendus sont gigantesques. Réindustrialiser, c'est évidemment faire du protectionnisme - un gros mot. Ça prendra du temps, mais ça se fera. La question de l'Europe, c'est pareil. Les choses sont en train de s'écrouler. Plus personne n'y croit. On fait porter aux catégories populaires la défiance de l'Europe. Mais c'est faux. Ils ont joué le jeu. Comme ils ont joué le jeu de la mondialisation. On pourrait même dire qu'ils ont joué le jeu du néolibéralisme, inconsciemment. Et puis ils font le bilan: le compte n'y est pas, ça ne marche pas. Toutes les croyances anciennes ne fonctionnent plus. On peut aller plus loin : l'instrumentalisation de l'écologie, *le diversity washing*, les gens voient bien que ça ne repose sur rien. On est donc à la veille d'un renversement culturel.

**On en revient à votre idée de démontrer l'existence d'un bloc populaire majoritaire face à un bloc minoritaire. On va encore vous qualifier de populiste.**

Je connais les techniques de délégitimation. J'en ai été la victime avec le concept de France périphérique. Ça non plus, ça ne fonctionne plus. Les catégories populaires ont fait confiance à leurs élites, elles ont cru aux médias. Les gens sont d'ailleurs prêts à aller vers leurs élites. Il n'y a pas intrinsèquement d'anti-intellectualisme ou d'anti-élitisme, pas de rejet a priori. Il y a juste des gens qui font le constat que les élites d'aujourd'hui n'ont plus le bien commun chevillé au corps.

PROPOS RECUEILLIS PAR E.L. ET N.P.